



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_119

Objet	Politique de soutien du territoire par le transport scolaire des élèves du territoire (collèges et lycées).
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Pôle services à la population
Thème	Transports scolaires

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Depuis la création de la Communauté notre collectivité intervient dans le champ du transport scolaire en aidant financièrement (directement ou indirectement) les familles du territoire en prenant à sa charge une part importante du coût,

Depuis 2012 la Communauté n'est plus organisatrice de premier rang aussi intervient-elle dans ce domaine en versant au transporteur le coût de la participation financière de la collectivité. Ainsi les transporteurs envoient la facture précisant le nombre d'élèves bénéficiant du dispositif.

Cependant ce dispositif est désormais systématisé à l'ensemble des élèves du territoire et ne sert plus les objectifs de cette politique. Ceux-ci sont entendus comme une politique de territoire qui vise à renforcer les établissements scolaires présents sur la Communauté. Cette volonté traduit le fait que la vie sociale et le bassin de vie des élèves sont organisés autour de la scolarité. Ainsi la vie associative, les réseaux informels créent un sentiment d'appartenance à un territoire (*enjeux majeur pour des territoires proches de grandes agglomérations*).

Si cette aide indirecte de la collectivité est un réel plus pour les habitants du territoire, elle n'apparaît pas comme un levier déterminant dans le choix d'orientation des familles elle est l'expression des choix de la collectivité en matière de renforcement de l'attractivité du territoire.

Définition de l'objectif :

Il est proposé de cibler les usagers du transport scolaire en définissant plus précisément les bénéficiaires du dispositif. Ainsi sont éligibles au dispositif les élèves respectant la carte scolaire ou ne respectant pas la carte scolaire pour fréquenter un établissement du territoire.

Ce dispositif devra être évalué sur trois années pour vérifier sa pertinence quant à l'objectif défini.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission Services à la population/ tourisme du 4 décembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Abroge les délibérations antérieures fixant le cadre d'intervention de la

Communauté pour le transport scolaire :

- **Délibération du 28 février 1995 fixant les modalités d'intervention de la Communauté dans le domaine du transports scolaire**
- **Délibération du 29 mai 1995 définissant la compétence « transport scolaire »**
- **Ainsi que de toutes les délibérations fixant les tarifs et les montants de participation de la Communauté :**
 - **1995-46 du 29/05/95**
 - **1996-38 du 14/06/96**
 - **1998-17 du 31/03/98**
 - **1999-21 du 17/06/99**
 - **2000-16 du 30/03/00**
 - **2001-85 du 26/06/01**
 - **2002-70 du 28/06/02**
 - **2003-61 du 13/06/03**
 - **2004-91 du 24/06/04**
 - **2005-64 du 23/06/05**
 - **2006-63 du 16/06/06**
 - **2007-47 du 23/03/07**
 - **2008-29 du 26/02/08**
 - **2009-33 du 27/03/09**
 - **2010-30 du 26/03/10**
 - **2011-64 du 30/06/11**
 - **2012-70 du 29/06/12**
 - **2013-92 du 28/06/13**
 - **2014-111 du 19/06/14**
 - **2015-89 du 30/06/15**
 - **2016-52 du 03/05/16**
 - **2017-47 du 02/05/17**
 - **2018-63 du 11/04/18**

Article 2 : Valide les nouvelles orientations en matière d'accompagnement financier au transport scolaire définies ci-dessous.

La Communauté décide de réduire le coût d'achat des cartes scolaire de transport pour les usagers suivants :

- Les lycéens et collégiens du territoire fréquentant un lycée (public ou privé) ou un collège (public ou privé) du territoire.
- Les lycéens et collégiens qui fréquentent un collège ou un lycée public hors du territoire si la carte scolaire ou la sectorisation l'impose.

Si un élève du territoire doit par obligation pédagogique fréquenter un établissement hors du territoire et qu'il souhaite bénéficier du soutien financier à l'achat de la carte de transport, il doit en faire la demande directement à la Communauté.

Sont entendu comme «obligation» les filières d'orientations spécifiques non présentes sur le territoire (type classe d'inclusion ULIS et SEGPA...)

Si un élève n'entre pas dans les catégories éligibles au dispositif et que la famille estime que l'orientation hors territoire et hors carte scolaire doit bénéficier de l'accompagnement financier de la collectivité, la famille doit faire parvenir une demande spécifique à la Communauté qui statuera sur l'attribution ou non d'un accompagnement financier

La participation financière est versée aux transporteurs qui impactent le coût des cartes en fonction du montant de l'aide individuelle versée. Les transporteurs devront proposer aux usagers une grille tarifaire où les différents cas sont clairement lisibles. Ils devront faire apparaître sur la facturation adressée à la Communauté les catégories pour lesquelles les élèves sont pris en charge.

Les montants proposés pour la participation financière de la Communauté sont les suivants :

1 ^{er} enfant transporté	90 €
2 ^{ème} enfant transporté	58,50 €
3 ^{ème} enfant transporté	28,80 €
Prise en charge totale par la Région à partir du 4 ^{ème} enfant	

transporté

Évaluation

Objectif final	Objectif stratégique	Objectifs intermédiaires	Objectifs opérationnels
Favoriser le sentiment d'appartenance (la cohésion ou la consolidation du bassin de vie) à un territoire en	<p>Renforcer les établissements du secondaire présents sur le territoire (public et privé).</p> <p>Favoriser les aspects sociaux connexes à la scolarité des enfants du territoire.</p> <p>Sensibiliser la population au soutien de la collectivité aux établissements scolaires du territoire</p>	<p>Favoriser le transports des élèves du territoire dans les établissements présents</p> <p>Développer la vie associative, sociale et informelle qui s'organise autour de la scolarité des enfants.</p>	Mise en place d'une participation financière de la Communauté pour les élèves fréquentant un établissement du territoire et qui utilise le transport scolaire.

Objectifs	Plan d'actions	Réalisations	Résultats	Impacts	Indicateurs
Diminuer le coût de la carte de transport pour les élèves du territoire	<p>Bien définir les critères d'éligibilité au dispositif pour que les transporteurs appliquent,</p> <p>Mettre en place une instance de décision pour les demandes de dérogations.</p>	<p>Délibérations fixant les règles du dispositif.</p> <p>Missionner la commission SAP/ Tourisme sur les décisions concernant demandes de dérogations.</p>	<p>Dispositif opérationnel et utilisé</p> <p>Dérogations rares</p>		<p>Impact sur le coût global ;</p> <p>Nombre de demande de dérogations et nombres de dérogations acceptées.</p>
Mesurer l'effet de cette	Intégrer les transporteurs	Convention avec les			Nombre d'enfants ne

mesure sur les élèves qui quittent le territoire par choix	dans la démarche pour qu'ils mettent en place 2 tarifs sur le territoire	transporteurs. Circuit de décision sur les demandes de dérogation.			respectant pas la carte scolaire et ne bénéficiant pas de la mesure
--	--	---	--	--	---